

**Zeitschrift:** Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile  
**Herausgeber:** Schweizerischer Zivilschutzverband  
**Band:** 46 (1999)  
**Heft:** 1-2

## **Werbung**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



mit den andern Staaten Sicherheit auch mitproduzieren», betonte Adolf Ogi. Und weiter meinte er: «Wir müssen zur Krise gehen, bevor sie zu uns kommt!»

Die Schweizer Blau- und Gelbmützen leisteten zwar ausgezeichnete Arbeit, doch sei unser Land zahlenmässig untervertreten. Andere neutrale Staaten wie Schweden (650 Personen), Finnland (1350) oder Österreich (1040) seien uns mit unseren 90 Personen weit voraus. Dies müsse ändern.

### SKAD nicht vergessen

Der Präsident der Parlamentarischen Gruppe für Sicherheitspolitik äusserte sich zu Beginn der anschliessenden, lebhaft geführten Diskussionsrunde überzeugt vom vorgestellten Konzept für die Armee XXI. Willy Loretan warnte jedoch eindringlich davor, die künftige Sicherheitspolitik einzig und allein unter Berücksichtigung der beschränkten Staatsfinanzen zu gestalten. Die Bedürfnisse von Armee und Bevölkerungsschutz müssten für deren Ausgestaltung Massstab sein. Der Sparhebel könne durchaus einmal auch bei andern Bundesdepartementen angesetzt werden.

Nationalrätin Christiane Langenberger bedauerte, dass der Bevölkerungsschutz der Zukunft heute nur am Rande habe behandelt werden können. Die seinerzeitige Präsidentin der Studienkommission Allgemeine Dienstpflicht (SKAD) rief Bundesrat Ogi und dessen Departement dazu auf, bei der Ausarbeitung des Sicherheitspolitischen Berichts 2000 die von der SKAD als Modell 2 vorgeschlagene Variante (Gleichstellung aller Dienstpflichtorganisationen) für die künftige Wehr- beziehungsweise Dienstpflicht eingehend als Möglichkeit zu prüfen. ▀

Vierteljahrhundert lang hat die Schweiz den Bevölkerungsschutz als zentralen Bestandteil ihrer Verteidigungspolitik betrachtet. In den letzten Jahren hat sich dies geändert. Der Bevölkerungsschutz ist heute nur noch ein Teil der Sicherheitspolitik.

■ BERICO AG ■ SÜDSTR. 22  
■ 8172 NIEDERGLATT  
■ TEL. 01 851 52 52

**B**  
**BERICO**  
«SPEZIALISIERT AUF VIELSEITIGKEIT»

**Schutzraumeinrichtungen  
Fabrikation & Verkauf**

«Ihr Partner für alle Fragen  
rund um Zivilschutzeinrichtungen»

■ TORE ■ FERTIGTEILE ■ METALLBAU ■ SCHUTZRAUMTECHNIK

Voir loin, commander court...

## Les journées de Guin

**Les traditionnelles journées destinées aux préposés à l'information des offices cantonaux se sont tenues à Guin. Elles se voulaient placées sous le signe de la confiance en l'avenir et dans celle de l'institution en particulier. Malgré un scepticisme larvé, les responsables de l'information dans les cantons se sont montrés intéressés par les «outils» mis ces deux dernières années sur le marché par l'OFPC, notamment le site Internet qui remporte plus qu'un succès d'estime.**

RENÉ MATHEY

Cet adage, bien qu'un peu lapidaire, permet de résumer les propos de bienvenue de Hildebert Heinzmann, sous-directeur. Actuellement, la protection civile est prise dans une sorte de tourmente que résument bien les questions formulées par l'OFPC et que se pose l'ensemble des organisations: «Quel va être le développement de la politique de sécurité, des tâches et du rôle de la protection civile dans le futur? Quelle position les responsables politiques et les organisations chargées de l'octroi des crédits vont-ils adopter face à notre institution qui a pour mission de maîtriser les situations extraordinaires?...» Voilà bien le centre de préoccupation des cantons et des responsables informations de ceux-ci.

C'est ensuite Nicolas Isenschmid qui a fait une brève présentation de l'OPC de Guin (Düdingen).

### Les nouveaux moyens à disposition

Deux nouveaux documents vidéo traitant de Sachseln et des catastrophes survenues en Suisse de 1991 à 1998 seront disponibles prochainement. Deux axes principaux seront plus spécialement privilégiés en 1999. Tout d'abord le développement de la formation des préposés à l'information ainsi que la poursuite des expositions dans des centres commerciaux. Il faut dire que celles-ci ont été unanimement appréciées (70 manifestations en 1998) depuis que l'OFPC a développé un concept attractif et complètement modulable. Il sera d'ailleurs développé et amélioré. D'ores et déjà, les participants aux journées information de

cette année ont reçu un vade-mecum à l'intention des organisateurs d'expositions. A ce sujet, on ne peut qu'approuver ce genre d'initiative qui tend à mettre en place (enfin!) une unité de doctrine de Genève à Romanshorn.

### De Katanos à Katacheck

Bien que ressemblant à un dieu de la mythologie grecque, Katanos est la contraction de «Katastrophen und Notlagen in der Schweiz», soit, en français, catastrophes et situations d'urgence en Suisse. Lors de sa publication, en 1995, cette étude avait fait l'objet de pas mal de critiques, notamment dans la presse, qui s'étonnait de la mise en avant d'événements survenus à Bâle (tremblement de terre) au XII<sup>e</sup> siècle et d'autres épisodes ayant touché notre pays. En réalité, ce travail a permis de mettre en relation et en relief les catastrophes naturelles et techniques, ainsi que les situations d'urgence. Cette comparaison dans l'histoire montre quels sont les genres d'événements qui peuvent menacer la collectivité, les effets prévisibles et l'importance qu'il convient d'accorder aux différentes formes de dangers. Comme le déclare Jürg Balmer: «L'analyse statistique des dangers tenant compte de leur fréquence d'occurrence ne constitue toutefois pas une base suffisante à la réflexion...» C'est pourquoi l'analyse a été complétée par des questions portant sur l'état de préparation et aussi sur la possibilité de cerner quels risques la population ressent comme vraiment dangereux. Pour s'en convaincre, il suffit de penser que la perception des dangers est individuelle, sinon individualiste. Dès lors que l'on se trouve personnellement impliqué, la notion de danger prend un sens différent. Sans compter sur des aspects plus sociologiques et ceux qui tiennent à l'évolution de la société.

Il n'empêche que cette étude comparative a permis de comprendre que la prévention et la formation à l'intervention étaient indissociables d'un concept de protection de la population. Les dangers qui menacent notre pays, pour ceux d'origine naturelle, sont principalement les séismes, les épidémies, les inondations, et, dans une moindre mesure, la sécheresse, les vagues de froid et les tempêtes. Un examen attentif des dangers révèle que les mesures de prévention ne permettent de réduire les risques principaux que de 10% dans toute la Suisse. Ce qui tendrait à prouver que les 90% restants relèvent de l'aide en cas de catastrophe et des secours urgents.

Dans le sens de l'analyse ci-dessus, Katacheck n'est qu'un instrument de planification assisté par ordinateur, à la disposition des communes, des régions et des cantons.